

Note méthodologique de la fiche recto verso

Les enquêtes sur les diplômés 2017 de Licence professionnelle et de Master issus de la formation initiale ont été réalisées du 1^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020 par l'ORESIPÉ. Le questionnaire utilisé est en partie imposé par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Les réponses ont essentiellement été collectées par le biais d'un questionnaire en ligne suivi de relances téléphoniques.

■ Définitions

Taux d'insertion professionnelle : c'est le rapport du nombre de diplômés en emploi à la population active (sommés des diplômés en emploi et des chômeurs).

Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Emplois précaires : il s'agit d'emplois sur contrat à durée déterminée, sur contrat intérimaire, sur contrat aidé ...

Revenu net mensuel : correspond au salaire net mensuel avec les primes et le 13^e mois en € hors temps partiel des emplois situés en France et, entre parenthèses, à l'étranger. A titre indicatif, le SMIC mensuel net au 1^{er} décembre 2019 était de 1204,20€.

Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIPÉ sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

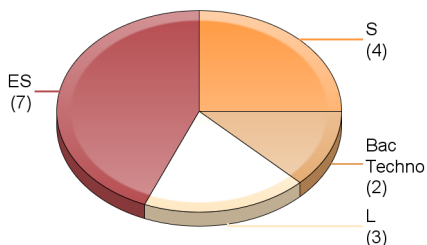
Enquête sur le devenir des diplômés 2017 de Master (Formation Initiale)

Ingénierie Juridique et Développement Durable

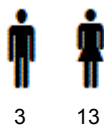
Faculté des Sciences Economiques, Sociales et Juridiques

Profil des répondants

Répartition par type de baccalauréat



Genre



Académie du bac

Académie	Effectifs
Bas-Rhin	1
Haut-Rhin	12
Besançon	3
Total	16

Régime d'inscription

Régime	Effectifs
Apprentissage	13
Initiale	3
Reprise d'études non financée	0
Total	16

Taux de réponse

Diplômés	21
Réponses	16
Taux de réponse	76%

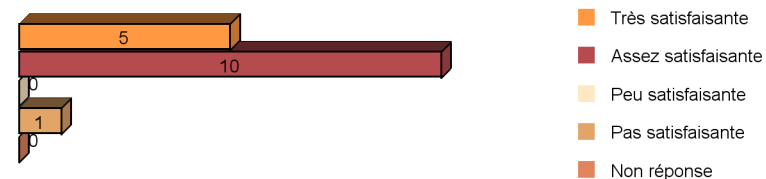
Situation principale au 01-12-2019

Situation	Effectifs
Emploi ¹	14
Recherche d'emploi	0
Inactivité	0
Poursuite / reprise d'études	2
Total	16

¹ Les doctorants ayant un contrat spécifique au doctorat sont considérés comme étant en emploi.

La formation

Avis sur la formation reçue



Adéquation emploi et niveau de qualification



... secteur disciplinaire



■ Tout à fait ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Pas du tout ■ Non réponse

A retenir

	18 mois	30 mois
Taux d'insertion professionnelle	100%	100%
Taux d'adéquation emploi et niveau de qualification	73%	79%
Durée moyenne à l'obtention du premier emploi	1,8 mois	
Revenu net mensuel médian ²	1625 (-) €	1900 (-) €
% ayant un emploi stable ³	82%	71%

² Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

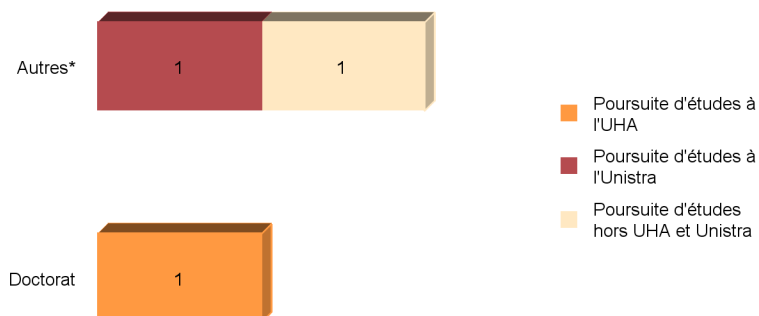
³ Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIFE sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

* Autres : DU, licence professionnelle, diplôme de niveau Bac+2, diplôme de l'Espé (autre que master MEEF) ...

Les poursuites d'études immédiates (en 2017-2018)



■ Poursuite d'études à l'UHA
■ Poursuite d'études à l'Unistra
■ Poursuite d'études hors UHA et Unistra

Caractéristiques de l'emploi occupé au 01-12-2019

Mode d'obtention

	Effectifs
Suite à une période d'alternance	3
Suite à un stage intégré dans vos études	0
Suite à la réussite à un concours	0
Par pôle emploi	2
Par une annonce dans la presse	0
Par une annonce sur un site web de l'université	0
Par une annonce sur un site internet	3
Par approche directe : candidature spontanée	0
En créant ou reprenant une entreprise	1
Par un cabinet de recrutement, agence d'intérim	2
Par l'association d'anciens diplômés	0
Par votre réseau relationnel	2
Non réponse	1
Total	14

Type de contrat

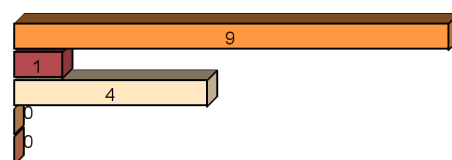
	Effectifs
Emplois stables	10
Emplois précaires	4
Non réponse	0
Total	14

Professions et catégories socioprofessionnelles



■ Ingénieurs - Cadres ■ Professions intermédiaires ■ Ouvriers - Employés ■ Non réponse

Localisation géographique



■ Alsace
■ Reste du Grand Est
■ Reste de la France
■ Etranger
■ Non réponse

Revenu net mensuel (avant prélèvement à la source)

Médiane	1900 (-) €
Minimum	1500 (-) €
Maximum	2667 (-) €
Moyenne	1972 (-) €
Concernés	11 (-)

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

Type d'employeurs

	Effectifs
Entreprise publique	0
Entreprise privée	11
Fonction publique	1
Association	1
Prof. libérale ou indépendante	1
Non réponse	0
Total	14

Répertoire des secteurs d'activités, des emplois occupés et des missions exercées au 01-12-2019

Secteurs d'activités

- Autres activités de service (4 diplômés)
- Activités spécialisées, scientifiques et techniques (3 diplômés)
- Activités financières et d'assurance (2 diplômés)
- Industries (manufacturières, extractives et autres)
- Administration publique (hors enseignement)
- Construction
- Activités de services administratifs et de soutien

Liste des emplois occupés

- Assistant(e) juridique
- Chargé(e) de formation
- Consultant(e) en droit social
- Juriste (8 diplômés)
- Responsable juridique pôle social et juriste en droit des affaires

Exemples de missions réalisées

- Constitution société, modification statutaire, rédaction contrats de travail
- Gestion quotidienne des formations, recrutement des stagiaires, établissement de conventions, devis, factures Paiement des intervenants et de leurs déplacements, établissement de leurs contrats, gestion des plannings, des dossiers de financement
- Conseil aux entreprises dans le cadre de leurs relations de travail individuelles et collectives : rédaction de contrat de travail, licenciements, ruptures conventionnelles, élections professionnelles, et autres conseils répondant à des problématiques juridiques spécifiques
- Conseil, rédaction de contrats de travail, de documents juridiques, négociation d'accord collectifs, mise en place de CSE
- Gestion des activités liées au droit social (contrats de travail, licenciements, ruptures conventionnelles, conseils juridiques, mise en place CSE, plan d'action égalité hommes-femmes, ...), ainsi que des activités de droit des affaires (approbation des comptes, toutes les opérations de constitution-fusion-liquidation des sociétés, cessions de parts). Gestion du patrimoine des clients employeurs, dès la mise en place de la nouvelle structure et après le suivi d'une formation